Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

63 | 2021

Puissances de la Commune

Julia NICHOLLS, *Revolutionary Thought after the Paris Commune, 1871-1885*

Cambridge, Cambridge University Press, 2019

Constance Bantman

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rh19/7963>

DOI : 10.4000/rh19.7963

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2021

Pagination : 223-225

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Constance Bantman, « Julia NICHOLLS, *Revolutionary Thought after the Paris Commune, 1871-1885* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 63 | 2021, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 21 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/7963> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.7963>

Ce document a été généré automatiquement le 21 février 2022.

Tous droits réservés

Julia NICHOLLS, *Revolutionary Thought after the Paris Commune, 1871-1885*

Cambridge, Cambridge University Press, 2019

Constance Bantman

RÉFÉRENCE

Julia NICHOLLS, *Revolutionary Thought after the Paris Commune, 1871-1885*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019, 309 p., 24,99 livres.

- 1 Adapté de son doctorat, le livre de Julia Nicholls est un essai stimulant et ambitieux sur les analyses et les réinventions idéologiques des groupes révolutionnaires français suite à la Commune, centré sur la quinzaine d'années allant de 1871 à 1885. Cette prémisse va à contre-courant de l'historiographie existante, puisque ces années sont généralement assez déconsidérées, identifiées comme une période de répression intense et d'indifférenciation idéologique, ce qui tend à situer les vrais développements intellectuels et idéologiques du côté de l'exopolitie, dans les centres d'exil et de déportation de Nouvelle-Calédonie, de Suisse ou d'Angleterre. Julia Nicholls revisite ces lectures, en les corrigeant ou les précisant, en soulignant la très forte activité et la créativité intellectuelle de ces années dans les milieux révolutionnaires, bien avant l'installation de la République et l'adoption de nouvelles orthodoxies, généralement datées par les historiens au début des années 1880.
- 2 L'ouvrage est divisé en quatre parties. La première examine la défaite et les réactions des révolutionnaires. Elle scrute leurs efforts et analyses pour contrecarrer l'image de violence et d'échec de l'insurrection et pour créer la base d'un mouvement unifié et durable. La seconde partie explore les significations de la révolution dans la jeune République ; elle constate la mise à distance de la tradition révolutionnaire (perçue de façon relativement ouverte, voire vague, selon Nicholls) en faveur d'un corps

idéologique dans lequel l'idée de révolution est rejetée ou ancrée dans la société contemporaine, notamment grâce à un effort en direction des campagnes ; loin d'être un paradigme, avance Nicholls, la réflexion sur la révolution agit ainsi comme un facteur d'intégration plutôt que de différenciation dans la jeune République. La troisième partie illustre les fluidités idéologiques de la période et l'absence d'orthodoxies préconçues adoptées en bloc par les révolutionnaires français ; l'exemple du marxisme et de ses traductions est ici central, et Nicholls donne la part belle aux relations sociales et aux circonstances ayant présidé à la construction collective du marxisme en France. La dernière section, « Empire and Internationalism », particulièrement originale, intègre à l'argumentaire les impacts de la déportation et de l'exil dans la définition de la République et les débats qui l'entourent. Nicholls va au-delà des réflexions sur l'exil comme lieu de renouveau et de transferts politiques, pour montrer comment les déportés mobilisent leur expérience de mise à l'écart de la nation pour se replacer au cœur de celle-ci, en mettant à profit leurs pratiques quotidiennes et communautaires, leur isolement géographique, et en se posant en sauveurs de la République. C'est ainsi que l'Empire se trouve au cœur de la réflexion sur « la nature de l'État et de la République Française » (p. 238). L'étude de la lente émergence du concept de solidarité universelle et de conceptions anticolonialistes dans la presse révolutionnaire, et en particulier à l'instigation d'Élisée Reclus dans *Le Travailleur*, conclue cette partie.

- 3 L'ouvrage est novateur dans sa périodisation et son interprétation de ces quinze années fondatrices, et propose de nouvelles perspectives chronologiques en présentant 1871 comme « un épisode littéralement exceptionnel » (p. 12). Il met en lumière un cycle long dans la politique française, débuté dans les années 1840 et qui se termine, non pas en 1871, mais dans les années 1885. La Commune est ainsi un catalyseur de tendances déjà ébauchées plutôt qu'un point de clôture ou de départ. Sur le plan méthodologique, le livre est un essai d'histoire intellectuelle qui ne perd pas de vue les acteurs, leur parcours et leurs ancrages relationnels et géographiques, plus encore que les affiliations partisans, dont les variations sont mises en avant, notamment grâce à la focale sur un ensemble hétéroclite de « révolutionnaires » : blanquistes, marxistes en devenir, anarchistes... Néanmoins, l'histoire sociale de ces cercles et de leur évolution intellectuelle est esquissée plus qu'analysée en détail. Le livre rejoint un ensemble de travaux interrogeant les mémoires de la Commune et mettant en avant leur dynamisme ainsi que la fluidité des interprétations, tout en regardant au-delà des frontières françaises. Cette perspective permet de restituer l'événement dans ses chocs, sa puissance politique, sa polysémie et surtout ses lignes partisans mouvantes, dans le cadre d'une histoire intellectuelle loin de tout déterminisme. Nicholls propose ainsi un modèle stimulant pour repenser « les façons dont les activistes concevaient la relation entre histoire, société et le changement social en cours » (p. 95). Malgré la relative brièveté de la période examinée, et en raison de la richesse idéologique qui est l'objet de l'étude, une telle approche est possible grâce à un travail encyclopédique de lecture d'archives, provenant principalement des séries BA et DA de la Préfecture de Police, ainsi que de fonds individuels et organisationnels de l'IISG (Louise Michel, César de Paepe, Lucien Descaves, Paul Lafargue, Fédération Jurassienne...). À ceci s'ajoutent plusieurs dizaines de périodiques plus ou moins pérennes et une quantité très importante de littérature grise et d'essais. Ces sources sont interprétées au prisme d'un très riche corpus historiographique multilingue et empruntant à diverses traditions : historiographie ancienne et plus récente de la Commune, bien sûr, de l'installation de

la République, mais aussi l'histoire politique et ouvrière des années 1980-1990 (Patrick Hutton sur le blanquisme, notamment).

- 4 Les interprétations proposées par Nicholls et les sources qui les étayent sont convaincantes, et même séduisantes, même si l'on peut émettre des réserves quant à certains arguments. Ainsi, le verdict initial d'une grande rigidité idéologique de la période étudiée, sans doute hérité de travaux plus datés, a déjà été battu en brèche par l'histoire sociale des dix ou vingt dernières années, notamment dans les travaux sur l'exil et les problématiques transnationales, qui ont placé les parcours individuels et collectifs et les hybridations au cœur de leurs analyses. De même, une des conclusions importantes mais contestables du livre concerne la tradition révolutionnaire française et ses évolutions après 1871. Nicholls montre bien le pragmatisme et l'inventivité des révolutionnaires, qui ont voulu adapter leurs idées aux circonstances et à différents publics, plutôt que de s'en remettre à des « doctrines rigides » (p. 18) : cette approche est intéressante mais pas totalement probante car elle repose sur des alternatives binaires et une vision assez simplifiée de cette tradition révolutionnaire si complexe et polysémique, alors que Nicholls l'identifie principalement avec 1789, au détriment par exemple de 1848 (y compris dans ses dimensions internationalistes) ou avec des insurrections plus locales et ponctuelles. Nicholls en conclut de plus que « l'installation d'une République véritablement réformatrice qui intégrait l'héritage de la Révolution rendait l'idée de violence contre l'État à la fois illégitime et indésirable » (p. 104) pour ces révolutionnaires. Ceci est problématique au regard de la vague de violences d'inspiration anarchiste des années 1880, pour ne citer qu'un exemple, puisque les anarchistes font partie des révolutionnaires au centre de l'étude. On est tentée de dire que l'ouvrage, fort riche en perspectives nouvelles et réinterprétations, pêche parfois par excès de révisionnisme.